

Qu'allez-vous lire dans ce numéro ?

(Rappelez-vous que pour accéder directement à un article, il vous suffit de cliquer sur la ligne correspondante du présent sommaire.)

— un **éditorial** « Faire fonctionner la société » ;

— dans les « **documents et travaux** » : un résumé de la **note de conjoncture** de septembre 2016 ;

— dans les **débats entre membres**, le projet d'une rubrique « sociétale » est présenté ;

— et les habituelles rubriques « Contrat-social » **en bref** et « Comment **prendre contact avec nous** ».

éditorial

Faire fonctionner la société

Chacun peut observer et même ressentir, dans la situation présente, la multiplication ainsi que la montée des tensions, qu'elles soient internes ou externes à la collectivité nationale. Les ruptures et crises qui les provoquent sont multiples. Elles accompagnent notamment la phase de *La Transition fulgurante*¹ que la mondialisation et l'essor du numérique font vivre à marche forcée à nos sociétés. Les ordres culturels, sociaux, géopolitiques et autres auxquels nous sommes habitués se trouvent déstabilisés.

Nous pouvons citer, parmi les tensions externes nous concernant, la mise en cause du projet européen, l'extension d'un djihadisme non réductible à une simple dérive religieuse et constituant « le côté obscur de la mondialisation, son alternative morbide, son négatif absolu »², l'explosion migratoire, etc. En interne apparaissent de profondes « lignes de faille » correspondant aux tensions sociales, communautaires, religieuses, et territoriales qui traversent la société française et qu'un récent rapport de France Stratégie documente³.

Ce rapport met en évidence le fait que les Français portent sur eux-mêmes un regard excessivement noir, et qu'ils sont exceptionnellement pessimistes quant à l'avenir. Ils se perçoivent comme profondément divisés. Or les données statistiques font état, pour la France, de résultats qui, pour être souvent insatisfaisants, ne justifient pas à eux seuls une telle noirceur.

D'après le rapport, cet écart entre réalité et perception provient du fonctionnement des institutions économiques, politiques et sociales qui structurent notre vie collective, modèlent les destins individuels, et organisent la solidarité. Les Français auraient perdu confiance en elles.

Se manifestant sous une forme revendicative et fragmentée, le « social », aujourd'hui compris restrictivement comme ce qui relève des rapports de force et de droit dans le domaine des affaires sociales, tend à supplanter ce que l'on nomme désormais le « sociétal »⁴, englobant lui tous les aspects de la société. Et suite au recul rapide des croyances dans les « grands récits » religieux et politiques ainsi que dans la vision « constructiviste » de l'histoire⁵, « la politique » opportuniste et contingente remplace trop souvent le projet « politique ». Toujours selon France Stratégie, seuls 13 % des Français anticipent que les différents groupes qui composent la société pourront, dans les dix prochaines années, vivre ensemble et en bonne entente, tandis que 73 % s'attendent au contraire à des tensions. Si ce rapport dit vrai, le danger est donc grand.

En relation avec cet état moral du pays, nous voyons, sur l'autre versant du paysage, émerger toutes les nouvelles formes d'organisation qui naissent de la transition numérique. Ces formes seront-elles positives ? Pour Alain de Vulpian, membre de Contrat-social, une « métamorphose de l'espèce », engagée bien avant l'ère numérique qui l'accélère, est en cours⁶. Elle peut conduire à une « *nouvelle humanité fonctionnant comme un cerveau* », en mode coopératif et sans pouvoir central formel. Dans son brillant essai l'auteur soutient cette vision optimiste, mais non garantie. Qu'en sera-t-il ?

Comme l'indique Jean Pisani-Ferry⁷, les mesures techniques ne suffiront pas ; il s'agit de redéfinir le fameux « Contrat-social ». Quel nouveau contrat faut-il à une société plus diverse, plus individualiste, mieux formée, mais aussi plus soucieuse de cohésion ? Sachant que de la construction d'une société d'individus à la refondation du pacte républicain, en passant par un renforcement des liens de proximité, plusieurs modèles se présentent. Pas tous agréables.

Alors, que faire ? Nul ne pouvant décrire l'avenir, c'est en « faisant fonctionner » la société ici et maintenant que chacun peut lui donner ses chances d'éviter le pire. Contribuer au bon fonctionnement de notre « contrat social » national, au sens traditionnel, est l'objectif qui a été assigné à notre association par son fondateur Pierre Cabon. Au-delà de la diversité de nos engagements personnels, c'est donc l'objectif qui nous réunit. Son accomplissement passe en premier lieu par une veille attentive contribuant à l'enrichissement intellectuel de chacun dans un cadre amical et stimulant de contributions et d'échanges. Cette fonction est aujourd'hui assurée, même si nous devons améliorer ses modalités.

Mais aller au-delà et produire collectivement un résultat extérieur à notre association, ne se bornant pas à la pure observation, est une tâche difficile. Il faut pour cela choisir des « livrables » qui soient à notre portée et mettre en œuvre les moyens requis. À ce titre, la première phase de l'étude sur « l'accompagnement » a constitué, après d'autres, un exemple de réussite. Nous devons aujourd'hui aller plus loin, avec nos ressources propres et celles des partenaires que Contrat-social à su se donner.

Il y a deux ans, un programme d'action a été fixé dans le cadre d'une réunion des membres de notre association s'intitulant « comité de pilotage ». Aujourd'hui le conseil d'administration invite tous les membres de l'association à se retrouver le 8 décembre prochain pour une nouvelle réunion de ce comité de pilotage, afin de travailler ensemble sur le programme d'activités requis par les temps nouveaux. Pour faire quoi ? La société ne fonctionne pas bien toute seule. Il revient à chaque génération de porter plus loin le flambeau, rude besogne ! Tout acteur, même le plus modeste comme Contrat-social, peut prendre sa part. Ce n'est jamais perdu pour ceux qui en bénéficient. L'enjeu de la réunion du 8 décembre prochain est donc majeur : au-delà de la convivialité amicale, sommes-nous capables de donner, pour une nouvelle étape, un contenu et un sens à notre projet associatif ?

Le conseil d'administration invite donc vivement chaque membre de Contrat-social d'une part à participer au comité de pilotage et d'autre part à intéresser à notre action des invités personnels qui pourront se joindre aux membres lors du cocktail qui suivra.

1. *La Transition fulgurante*, récent ouvrage de Pierre Giorgini consacré à la mutation numérique du monde et qu'il a présenté à Contrat-social (Bayard 2016).

2. Nicolas Truong, *Le Monde* du 13 octobre 2016.

3. *Lignes de faille — Une société à réunifier*, rapport de France Stratégie du 12 octobre 2016.

4. À noter que l'ancienne acception du « social », notamment dans la conception du « Contrat-social », correspond au « sociétal » d'aujourd'hui.

5. « Ayant percé le secret de l'histoire », l'espèce humaine pourrait en prendre rationnellement le contrôle et désormais décider de sa propre histoire.

6. *Éloge de la Métamorphose — pour une nouvelle humanité*, Alain de Vulpian, Saint-Simon, prix Essai 2016 de l'Académie française.

7. Rapport de France Stratégie (*ib.*).

principaux événements

déjeuner

Au cours du troisième trimestre, un déjeuner nous a permis de recevoir comme invité, le 23 juin, **Alain de Vulpian**, fondateur de la Cofremca, équipe d'ethnologues de terrain centrée sur la compréhension du changement dans les sociétés modernes, qui a participé à l'animation et à la création de plusieurs clubs de réflexion (club Jean-Moulin, club des Vigilants, de Contrat-

social et Sol entre autres), et continue d'écrire sur les évolutions de nos sociétés. Après *À l'écoute des gens ordinaires* (Dunod 2003) il vient de sortir un nouveau livre *Éloge de la métamorphose*.

nouveaux membres

Dominique Nouvellet, fondateur de Siparex, administrateur de diverses sociétés et établissements bancaires, ancien président du Groupe Em Lyon, administrateur de l'université de Lyon 3 ainsi que de l'association nationale des Sociétés par actions (Ansa) et de la fondation de l'Ecarn. Il a écrit de nombreux ouvrages sur le thème du « private equity ».

Michèle Larmurier, IEP Paris et DEA d'urbanisme et d'aménagement du territoire, a été analyste bancaire et juriste en droit de la famille au centre d'Information féminin (Cif) de Lille et au centre d'Information sur les droits des femmes et des familles (CIDF) de Neuilly.

vie de l'association

Un cocktail sera organisé le jeudi 8 décembre 2016 de 18 heures à 20 heures au cercle national des Armées, place Saint-Augustin, pour accueillir nos invités.

débats entre membres

Leur intensification est un des objectifs de notre programme d'action. Rappelons qu'il suffit à toute personne qui souhaite apporter une contribution de l'envoyer à l'adresse **membres@contrat-social.com**.

Projet de « chronique sociétale » : un débat est engagé sur ce projet. Un gros travail est à faire, aussi nous remercions Jean-Marc Boussard et Alain Raab d'avoir accepté d'en être les leaders. Ils seront d'autant plus efficaces qu'ils pourront s'appuyer sur les débats nourris initiés par nos membres.

À ce propos, signalons les riches discussions provoquées par les extraits relatifs à la « démographie » (courriels de Jean-Marc Boussard et d'Alain Raab courant août) et au « négationnisme économique » (courriels de Jean-Claude Angoulvant fin septembre).

documents et travaux

note de conjoncture

synthèse rédigée en septembre 2016

Économie mondiale : croissance molle et expectative

Selon l'OCDE, la croissance mondiale devrait se maintenir en 2016 au mieux autour de 3 % par an, entre 1,5 et 2 % pour les pays développés pris dans leur ensemble, 1,5 % pour la zone euro, l'économie chinoise se stabilisant avec un taux de l'ordre de 6,5 % par an tandis que l'on constate un net ralentissement des échanges mondiaux. Globalement, c'est donc la morosité qui domine.

On notera que la situation de la Chine risque à terme de poser de sérieux problèmes car les réorientations en cours de l'économie chinoise auront des répercussions sur l'économie mondiale, sur l'ensemble des marchés... Corrélativement le développement du numérique, de l'intelligence artificielle, plus généralement toutes les formes d'innovation pourraient permettre aux pays développés de conserver leur avance et leur compétitivité mais à condition d'avoir engagé préalablement les efforts de formation, d'adaptation du marché du travail, de souplesse... sans maintenir les rentes de toutes natures Enfin, à plus long terme, les évolutions démographiques ne seront pas non plus sans conséquences. La pression migratoire sur le vieux continent, accentuée par la différence des niveaux de vie, risque d'être irrépressible

Des changements profonds sont en cours mais s'y prépare-t-on ?

France : ça va mieux ?

Est-ce que cela va mieux ? Jusqu'en 2015, le taux de croissance s'est redressé mais à un niveau faible ; les investissements ont repris ; les prélèvements obligatoires n'ont pas diminué tandis que la dépense publique représente près de 56 % du PIB, que le déficit public s'est maintenu à plus de 3 % du PIB en dépit de certains artifices ; la dette publique n'est pas réduite.

Par ailleurs, le chômage ne commence à décroître que lentement au-dessous de 10 % ; le déficit commercial ne baisse que légèrement.

Est-ce que cela va bien et avec quelles perspectives ? Avec un taux de croissance prévu au plus de 1,3 %, les perspectives pour 2016 et 2017 sont médiocres. Le taux de prélèvements obligatoires de l'ordre de 45 % du PIB, pèse lourdement sur l'activité et la consommation. La réduction du déficit public au-dessous de 3 % du PIB suscitant de sérieux doutes et un endettement dépassant 98 % du PIB placent le pays dans une position inconfortable. Le déficit commercial se creuserait à nouveau. Quant au chômage, son amélioration devrait à terme au mieux rester modeste. Le cumul déficit public, prélèvements élevés, déséquilibre commercial durable, endettement public important, chômage élevé... place la France dans une situation peu flatteuse au sein de la zone euro et difficile à gérer.

Au-delà de ces indicateurs bien d'autres sujets parfois plus qualitatifs seraient à prendre en compte : réformes structurelles, modernisation de l'appareil productif, fonctionnement du système d'éducation et de formation, simplification administrative et du « mille-feuille », réduction des dépenses publiques... L'instabilité et le manque de confiance pèsent sur les acteurs économiques.

Europe : sans perspectives encourageantes

Par comparaison avec les autres grandes zones économiques : Amérique du Nord, Asie... l'Europe apparaît comme une région déprimée qui s'interroge sur son devenir.

La sortie prochaine du Royaume-Uni de l'Union européenne a aggravé le climat d'instabilité et d'incertitude. Les premiers effets commencent à se faire sentir sur les partenaires commerciaux de la Grande Bretagne et sur les investisseurs. Dans le domaine des services financiers, les nouvelles conditions à négocier, notamment concernant le passeport européen, risquent d'être déterminantes.

La zone euro connaît déjà une faible croissance qui se situerait en moyenne autour de 1,5 % en 2016-2017 avec des inégalités selon les pays. Aucun rebond n'est attendu dans l'immédiat ce qui alimente le débat sur l'avenir de la monnaie unique qui n'a pas réussi à assurer une convergence entre les économies des divers pays. Faut-il desserrer le carcan du déficit budgétaire ou au contraire maintenir des politiques dites de rigueur conformément à la plupart des pays « vertueux » d'Europe du Nord prenant exemple sur les performances de l'Allemagne, première puissance économique de la zone. L'avenir de l'Europe — et tout particulièrement celui de la zone euro — est en jeu.

États-Unis : attentisme

Au cours du deuxième trimestre de 2016, la croissance du PIB a été médiocre : 0,3 % par rapport au trimestre précédent, 1,2 % sur un an. Au total, sur l'ensemble de 2016, l'OCDE prévoit un taux modeste de 1,4 % qui devrait remonter à 2,1 % en 2017. Faut-il y voir une confirmation du ralentissement évoqué précédemment expliquant ainsi l'attentisme de la Fed qui a laissé ses taux inchangés ?

Remarquons, par ailleurs, que les relations des États-Unis avec leurs partenaires économiques notamment européens ont tendance à s'assombrir alors que la balance commerciale du pays devient de plus en plus déficitaire (630 milliards de dollars en 2015), d'où les tentations protectionnistes.

Pays non occidentaux : le poids de la Chine

En Chine, les derniers indicateurs confirment une stabilisation avec une croissance du PIB autour de 6,5 à 6,7 % en rythme annuel au cours du 2^e trimestre de 2016. Deux facteurs ont contribué principalement à cette tendance : d'une part, la progression de l'investissement due très largement à l'investissement public, d'autre part, la reprise de la consommation intérieure. Néanmoins, il faut se garder d'un optimisme excessif. En effet, la restructuration de l'économie — nécessitée par la réduction indispensable des surcapacités — et l'envolée des dettes des entreprises, notamment publiques... ne vont pas permettre le maintien d'un niveau élevé d'investissements : le ralentissement de l'industrie chinoise paraît inéluctable.

L'économie du Japon reste stagnante : le PIB n'a enregistré qu'une très faible croissance de 0,2 % en rythme annuel au cours du deuxième trimestre de 2016 et, selon l'OCDE, les prévisions tablent sur une progression au mieux de 0,6 à 0,7 % en 2016 comme en 2017. Au total, l'optimisme n'est pas en vue.

L'Inde a une économie dynamique et maintient son taux de croissance autour de 7,5 % par an. Après une baisse de son PIB de 3,3 % en 2016, le Brésil avoisinerait un taux proche de zéro en 2017. Quant aux pays producteurs de matières premières et notamment de produits pétroliers, ils devraient enregistrer une amélioration progressive, ce qui serait favorable à de nombreux pays émergents dont profiterait également la Russie.

Marchés de capitaux et institutions financières : risque de perturbations

Après le *Brexit* qui a conduit à accroître l'incertitude et la volatilité des marchés, de nombreux prévisionnistes avaient anticipé de fortes perturbations. Or, jusqu'ici, il n'en a rien été. Toutefois,

ce calme apparent peut être bousculé par le moindre événement.

À ce propos, une crainte importante provient, en Europe, de la politique de taux bas pénalisante pour de nombreuses institutions financières : banques, assurances vie... Elle affaiblit en particulier le système bancaire qui doit se réorienter et chercher de nouvelles sources de revenus. Dans plusieurs pays, la situation d'un certain nombre d'établissements est difficile : en Espagne, en Italie où les banques sont pénalisées par de lourdes créances douteuses, en Allemagne (Commerzbank et tout particulièrement Deutsche Bank aux prises avec un risque de lourdes pénalités)... Tout ceci a contribué à la forte chute en bourse des valeurs bancaires alors que l'intervention des États dans le sauvetage des banques est rendue difficile avec les nouvelles règles en vigueur au sein de l'Europe.

Avec la sortie du Royaume-Uni de l'UE, la réorganisation des places financières européennes va être un nouvel enjeu lourd de conséquences surtout pour Londres. Selon certaines estimations, le secteur financier qui représenterait plus de 10 % du PIB britannique pourrait fortement se contracter. Quelles seront les places continentales qui en profiteront tout en notant que Londres devrait conserver néanmoins sa première place mondiale ?

Bien des changements voire des perturbations sont à prévoir.

En conclusion, une situation économique au ralenti actuellement en attente.

Les **notes de conjonctures** sont en ligne sur notre site. la plus récente livraison est réservée aux **membres** et aux **partenaires** de Contrat-social.

extraits et résumés

Au cours des mois de juillet à septembre 2016, les **extraits** des livres ou articles de revue suivants ont été diffusés aux **membres** de Contrat-social (les premiers chiffres entre crochets qui suivent les extraits renvoient aux **chapitres** du site de Contrat-social qui sont en accès libres, les seconds sont le numéro d'ordre, dans le chapitre concerné, des extraits qui sont exclusivement accessibles aux membres).

François Garçon, « L'apprentissage en Suisse, voie d'excellence », *Commentaire*, été 2016. Quel est le facteur principal de la prospérité de la Suisse ? Un système d'apprentissage qui forme 7 jeunes sur 10 répond notre auteur ; système qui ne néglige pas la formation scolaire, notamment dans le domaine scientifique. Cette formation contribue à ce que les produits suisses soient de bonne qualité, à ce que les salaires soient élevés et le chômage très faible. On est loin du fossé qui, en France, sépare trop souvent, le monde de l'entreprise et celui de l'éducation nationale. **[32-28]**

Serge Michailof (entretien avec), « Les racines de la crise au Sahel », *Le Débat*, mai-juin 2016. L'auteur connaît bien cette région qui comprend, au premier chef, le Nigeria et le Niger. Il souligne le contraste entre une croissance démographique ultrarapide (près de 7 enfants par femme ! record mondial) et des ressources — quasi uniquement agricoles — à très faible développement. Les campagnes, à forte densité, ne sont dotées ni d'électricité ni d'irrigation. Les jeunes, surabondants, manquent de formation et d'emploi. Un avenir par conséquent très préoccupant. Un niveau d'éducation plus élevé, pour les femmes au premier chef, ne conduira-t-il pas à un taux de natalité plus vivable ? **[24-120]**

« **Special report**, Artificial intelligence, The return of the machinery question », *The Economist*, 30 avril 2016. 16 pages. Cette étude est riche en informations. Le sujet est évidemment essentiel. Il affecte quasiment tous les aspects de notre société ; les emplois au premier chef. Tout en reconnaissant que la comparaison entre l'intelligence artificielle (AI) et le développement du machinisme a des limites, l'article y recourt trop souvent, y compris dans son titre. L'auteur a beau affirmer que l'AI a, par solde, des effets positifs, le monde d'aujourd'hui, comparé à celui de 1830, est autrement globalisé, a un niveau d'instruction bien plus élevé et 5 milliards de téléphones portables. On remarquera la place éminente des Google, Apple, Microsoft... dans le développement de l'intelligence artificielle. Celui-ci suscite des craintes : l'AI pourrait-elle échapper au contrôle de ses inventeurs ? Il pose aussi nombre de problèmes éthiques. **[21-51]**

Bassma Kodmani, « Aux racines du conflit syrien », *Commentaire*, été 2016. L'auteur est un opposant à Bachar el Assad mais réproouve les violences, à commencer par celles de Daesh. Il décrit une « nation » (le mot a-t-il un sens en l'occurrence ?) divisée en nombre de communautés dont plusieurs sont disséminées sur le territoire syrien, rendant difficile la mise en place d'une structure fédérale. Au demeurant, en temps de paix, ces communautés coexistaient paisiblement. L'entrée dans le jeu de la Russie a encore compliqué la recherche d'une solution pacifique qui, pour l'heure, n'est pas en vue. **[24-121]**

Alain de Vulpian, *Éloge de la métamorphose, En marche vers une nouvelle humanité*. Ce livre, qui vient de paraître, est d'un très grand intérêt pour les membres de Contrat-social. Bien sûr il a d'abord été écrit par un de ses membres et couronné par l'Académie française mais surtout il présente une marche de l'humanité qui correspond tout à fait aux préoccupations qui ont été à l'origine de Contrat-social. Il faut dire que ce livre a été pensé mais plus encore vécu par son auteur, homme d'action autant que de réflexion. Il reste à lire ce livre qu'on peut commencer

par n'importe quel chapitre. [41-23]

Jean-François Drevet, « *Désastre en vue pour le droit d'asile* », *Futuribles*, juillet-août 2016. Cet article comporte des informations et des réflexions qui sont de qualité. Mais, comme pour nombre de textes de ce genre, on se peut se demander, après lecture : que faudrait-il faire face à ces mouvements migratoires d'énorme ampleur et aux causes multiples ? Que les nations européennes, restant jalouses de leur pouvoir, rendent impossible la définition et l'exécution d'une politique adéquate est flagrant mais guère étonnant. Dans l'histoire il a toujours été long et difficile pour une entité politique d'admettre son intégration à une institution de plus vaste étendue. Au sein de chaque nation, dans un premier temps en tout cas, les appareils étatiques auront réagi avec une terrible lenteur à l'arrivée des réfugiés. Même si elle a commis des erreurs, Angela Merkel n'a-t-elle pas eu moralement raison d'abord d'accueillir un million de réfugiés dans son pays en chute démographique puis, face aux résistances des autres pays européens, de passer avec ce diable d'Erdogan un accord indispensable mais vicieux et fragile ? [24-124]

« **The imperial CFO** ; Chief finance officer are amassing a worrying amount of power », *The Economist*, 18 juin 2016. Les directeurs financiers des grandes sociétés ont pris de l'importance au cours des dernières années. La crise de 2008 a accru leur rôle. Ils sont un acteur essentiel de la définition de la stratégie de la firme et du contrôle de son exécution. Ils sont un interlocuteur essentiel des actionnaires et, plus largement du monde des investisseurs institutionnels. N'ont-ils pas pris une place (et des rémunérations) excessive (s), contribuant aux excès d'un capitalisme qui mettrait par trop l'accent sur les résultats financiers à court terme ? En tout cas, pour les rédacteurs de l'article le qualificatif d'« impérial » est plus critique qu'élogieux. [23-74]

Jean-François Drevet, « L'Europe peut-elle toujours compter sur l'Otan ? » *Futuribles*, mars-avril 2016. Alors que la Russie de Poutine est redevenue inquiétante, que Daesh l'agresse, que les États-Unis ont, dans les années récentes, dépensé plus de 200 milliards de dollars pour moderniser leur armée, l'Europe, pacifiste de naissance, est, en matière de défense, inconsistante. Il est vrai, qu'au regard de l'histoire, la création d'une entité englobante et dotée d'une armée est une longue affaire, or 27 est un nombre élevé pour prendre des décisions énergiques et ces 27 restent hétérogènes à bien des égards. L'Estonie ou la Pologne ressentent autrement les dangers que le Portugal ou Malte. L'auteur souhaite que les Européens se réveillent. (Le Brexit n'est pas fait pour renforcer la sollicitude des Américains à l'égard des Européens). [24-123]

PS. L'article sur le Sahel, dont des extraits ont été diffusés en juillet, a provoqué plusieurs marques d'intérêt qui incitent à signaler deux romans d'Erik Orsenna : *Mama Bâ* (2002) et *Mali, Ô Mali* (2014) publiés par Stock. Les personnages de ces livres sont Maliens et les actions de ces romans se passent en quasi-totalité au Mali. Le second ouvrage mentionne la moyenne au Mali : 6,7 enfants par femme. Les insurgés du Nord suivraient une voie qu'on a connue en Irlande ou en Corse : la rébellion peut évoluer vers le banditisme. La corruption serait générale au Mali, les relations entre l'armée et les rebelles suspectes et l'économie délabrée. L'ensemble de ces facteurs pousse nombre de jeunes sur la voie périlleuse de l'émigration.

Dominique Andolfatto, Sylvie Contrepois, *Syndicats et dialogue social, les modèles occidentaux à l'épreuve*, P.I.E. Peter Lang, 2016. Le syndicalisme est évidemment un élément important de notre Contrat-social. Qu'il puisse avoir des comportements très négatifs est bien apparu au printemps dernier. Quelles sont les causes de telles attitudes ? L'idéal serait de pouvoir discuter du syndicalisme comme nous l'avons fait en invitant François Chérèque, alors secrétaire général de la CFDT. [37-13-1]

« **Iran after the nuclear deal : who is in charge ?** », *The Economist*, 28 mai 2016. Lorsque fut, enfin, signé un accord avec l'Iran lui interdisant de fabriquer des armes nucléaires, on prévoyait généralement une vigoureuse reprise des échanges entre l'Iran et les pays occidentaux. Déception. Tant du côté américain qu'iranien des obstacles demeurent. La méfiance, voire l'hostilité, subsiste. En Iran, les conservateurs, le vaste secteur économique étatisé, les Gardiens de la révolution et l'ayatollah Khamenei s'opposent toujours fermement au premier ministre désireux de libéraliser son pays. C'est la réalité d'aujourd'hui mais la société iranienne a évolué et continue à le faire, échappant très largement à l'influence des mollahs qui tiennent le pays par leurs milices et leur police. L'Iran évitera-t-il un conflit intérieur voire une guerre civile, une large partie de la population voulant se débarrasser du pouvoir des mollahs ? [24-122]

« **Europe vs America, from clout to clout** », *The Economist*, 2 juillet 2016. Au cours des deux dernières décennies, l'ensemble constitué par les firmes européennes a fortement régressé en importance lorsqu'on le compare à l'ensemble des firmes américaines. Google, Apple, Microsoft... n'ont pas, n'ont plus leur équivalent en Europe. L'article évoque les acquisitions de firmes européennes faites par des Américains... ou des Chinois comme un montant de dépenses de recherche plus élevé aux États-Unis. Curieusement il ne relève pas le fait que la Silicon Valley n'est pas loin de Stanford ou de Berkeley. Nos universités vivent-elles en symbiose avec le monde moderne ? Cette carence n'explique pas tout mais sans doute une partie de nos déficiences. [24-125]

« **The fallout from low interest rates, the lowdown** », *The Economist*, 20 février 2016.

L'hebdomadaire n'a-t-il pas raison d'attirer l'attention sur les effets de taux d'intérêt maintenus à un très bas niveau pendant fort longtemps : certaines compagnies d'assurance comme les régimes de retraite par capitalisation pourront-ils faire face à leurs engagements alors que leur actif privilégié, les obligations, leur rapporte si peu ? A contrario, si les taux remontent, les compagnies ne devront-elles pas constater une dépréciation des obligations à bas taux ?

[23-75]

Bruno Magliulo, « Bac pro : arrêtons le massacre », *Libération*, 7 septembre 2016.

Les relations entre le monde de l'éducation et celui des entreprises ne sont, on le sait, guère constructives. **L'article** met le projecteur sur une dérive récente et néfaste de l'éducation nationale. Les détenteurs d'un bac pro, au lieu d'être incités à rechercher une formation qui leur permettrait de trouver un emploi sont invités à entrer à l'université où la quasi-totalité d'entre eux perdent leur temps et échouent. Les mesures — pas très claires — proposées par l'auteur de l'article sont-elles les bonnes ? [32-29]

contrat-social en bref

Qu'est-ce qui nous réunit?

Nous avons constitué un groupe de réflexion d'une cinquantaine de personnes, issues de la « société civile » qui croient aux droits de l'homme et à la démocratie. Notre groupe *demande à ses membres* d'apporter au débat public des contributions pertinentes et originales.

Nous avons exercé ou exerçons des responsabilités diverses dans la fonction publique, des entreprises ou des associations. Nous constatons que le contrat social qui unit les Français fonctionne mal et, à certains égards, est fragilisé notamment par l'inadéquation de la politique et de la réglementation économique et sociale. Nous sommes convaincus que la conception et la mise en œuvre de ce contrat peuvent être progressivement améliorées mais à la condition que l'effort d'amélioration soit associé à une meilleure qualité de la politique économique et financière. Dans les deux domaines sociétaux et économiques que nous regardons comme notre « core business », nous cherchons à apporter des idées neuves par nos travaux.

Sans aucune attache partisane et totalement indépendants, nous tentons, en particulier, à mettre en lumière des obstacles aux changements qui sont souvent occultés.

Que croyons-nous?

La responsabilité des citoyens est pour nous une valeur cardinale. À nos yeux, la participation des citoyens qui le peuvent, comme bénévoles, à des actions collectives est très souhaitable.

En effet, face aux difficultés plus ou moins durables de nos concitoyens, les prestations de l'État-providence, indispensables (mais aux effets parfois nocifs) ne suffisent pas pour ceux qui auraient besoin d'être accompagnés de façon attentive. Une contribution de bénévoles expérimentés, formés et encadrés pourrait, à nos yeux, être développée qui consoliderait le lien social, vital pour une société de notre temps.

Pour bâtir une société de responsabilité, un État providence refondé, très respecté et s'appuyant sur une économie et des finances saines est indispensable. Dans une organisation plus franchement européenne et décentralisée, il devrait orchestrer réflexions et débats, proposer des normes et les codifier de façon cohérente afin de s'assurer de leur respect. Quant aux institutions comme les écoles, les tribunaux ou les hôpitaux, devenues plus autonomes, elles devraient être rendues davantage capables d'initiatives et d'expérimentations, leurs prestations étant systématiquement évaluées.

Que faisons-nous?

1. Nous avons conduit des **études** sur des éléments essentiels du contrat social : l'éducation, l'emploi et les retraites dernièrement. Sont en cours une étude sur l'accompagnement des personnes en difficulté par des organismes bénévoles et une autre sur les changements comportementaux induits par le développement du numérique. Nous cherchons, lorsque nous examinons de tels sujets, à nous informer sans a priori ; en nous demandant si nous sommes capables d'apporter une valeur ajoutée. Les **déjeuners-débat** que nous organisons chaque année avec les personnalités les plus diverses contribue à notre information et à nos réflexions.

2. Nous essayons de suivre de près l'**actualité** et les réflexions qu'elle suscite. Nos membres disposent à cet effet, une fois par semaine en moyenne, d'**extraits** de livres, rapports ou articles qui nous paraissent substantiels ou originaux ; nous menons des débats internes sur des sujets d'actualité.

3. Tous les trois mois, une **note de conjoncture** s'efforce de synthétiser les faits économiques

et politiques majeurs de la période écoulée pour pouvoir prendre en compte l'environnement qui s'applique aux sujets étudiés et rester attentifs aux facteurs qui commandent la compétitivité française.

4. Nous publions une **lettre trimestrielle** destinée à des personnes que les travaux de Contrat-social intéressent.

5. Nous avons conduit et pouvons initier des actions de **formation** en collaboration avec des établissements universitaires et des grandes écoles.

6. Nous développons des **relations** et des collaborations avec d'autres groupes de réflexions à la démarche similaire.

7. Pour **diffuser** les résultats de nos actions et études, nous les mettons en **ligne** sur notre site internet www.contrat-social.com. Ce site, mis à jour périodiquement constitue le lien avec tous ceux qui partagent notre vision. Nous vous invitons donc à le consulter régulièrement.

comment prendre contact avec nous

contrat-social.com				
présentation	vous contacter	visuel et en cases	essayer sur le site	recherche
analyses et propositions	le système français et les blocages	le monde de demain changements	les éléments d'un contrat social rénové	débattre des pistes pour des réflexions
les lettres	les notes de conjoncture	les extraits	les documents	membres de contrat-social

Si vous souhaitez rejoindre Contrat-social — ou pour toute question que vous souhaiteriez nous poser — n'hésitez pas à nous contacter.

Contrat-social
8 rue La-Boétie
75008 Paris
contact@contrat-social.com
www.contrat-social.com

Cliquez [ici](#) si vous ne **visualisez pas** correctement cette lettre.

Cliquez [ici](#) si vous souhaitez **ne plus recevoir cette lettre**.

Contrat-social certifie que le recueil de ces données personnelles a donné lieu à une déclaration à la commission nationale Informatique et Libertés (Cnil), sauf dans les cas de dispense et d'exonération prévus par la loi. Contrat-social s'engage à ne pas communiquer ni divulguer vos données personnelles, hormis le cas où elle y est requise par une autorité judiciaire ou par une disposition légale. Contrat-social s'engage à ne faire aucune utilisation commerciale ou publicitaire des remarques, questions et commentaires qui lui seront envoyés. Ces données seront conservées pour une durée indéterminée.

la loi modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de l'ensemble des données personnelles vous concernant qui ont été collectées au titre de votre utilisation du site. Pour exercer l'un de ces droits, vous devez nous écrire à l'adresse indiquée ci-dessus.